

tés de prêts aux consommateurs, les banques à charte, les banques d'épargne du Québec, etc., s'élève à \$61,954,437,000.

C'est à cause de cet endettement et aux prix du contrôle des financiers sur toute l'économie du pays et sur la vie de chacun que le système économique dans lequel nous vivons ne s'est pas encore écroulé et qu'il vivote encore, mais dangereusement.

Mais, comme le disait si bien l'honorable ministre des Postes et des Communications, il souffre d'un cancer et l'échéance ne saurait être éloignée.

Il n'est pas étonnant, monsieur l'Orateur, «que l'on mette si peu d'énergie à s'attaquer au problème du chômage, des taudis et de la sécurité sociale», comme le disait également l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

Cela n'est pas étonnant, parce que le régime actuel est à bout de souffle. Il est fini, cassé; la population, les gouvernements sont cassés, endettés par-dessus la tête et l'on est réduit à nous proposer des mesures d'austérité, à nous demander de se serrer la ceinture, parce que nous manquons d'argent.

Au cours de la campagne électorale de 1963, les adversaires du Crédit social, libéraux en tête, ont crié partout que l'instauration d'un régime créditiste aurait pour effet de créer l'inflation monétaire.

Les libéraux ont fait publier des pages entières dans les grands journaux à la solde des financiers pour montrer que sous un gouvernement créditiste, l'argent perdrait tellement sa valeur qu'il faudrait des camions de dollars pour acheter une paire de chaussures.

Ils ont même publié des photographies où l'on voyait les gens en Hongrie et en Allemagne brûler leur argent, tapisser leur maison de billets de banque, parce que cet argent déprécié valait moins que le papier tenture ordinaire. Ils oublièrent cependant de dire que ces choses se sont produites sous le régime financier actuel en Hongrie et en Allemagne et non sous un régime créditiste.

Car, sous un régime créditiste, il n'y aurait pas d'inflation possible, tandis que sous le régime financier actuel, il est impossible de sortir de l'inflation.

Qu'est-ce que l'inflation? Le mot «inflation» signifie tout simplement «enflure». L'inflation fait songer à un gonflement malsain, anormal.

Ainsi, l'obésité est une enflure et l'hydro-pique fait de l'inflation. Il s'agit de gonflements malsains, anormaux. Mais l'enfant qui grandit, qui profite normalement, n'enfle pas! Il ne fait pas d'inflation, lui, bien qu'il grandisse et grossisse beaucoup plus que l'hydro-pique ou l'obèse.

Appliqué à l'augmentation du volume de la monnaie, du nombre de dollars en circulation,

le mot «inflation» constitue un gonflement malsain, une enflure anormale.

Par ailleurs, certains économistes prêtent au mot «inflation» le sens pur et simple d'une augmentation de la quantité de monnaie en circulation. De la sorte, les uns peuvent affirmer, à la grande confusion du public qui n'y comprend guère, que l'inflation est une chose à proscrire, à bannir, tandis que d'autres affirment que l'inflation est souhaitable, parce qu'ils reconnaissent que le volume de la monnaie doit augmenter et affirment qu'une certaine inflation est nécessaire.

Pour notre part, nous croyons que l'inflation est nettement mauvaise et pernicieuse et qu'il faut la condamner. Mais nous affirmons qu'il ne faut pas pousser ce raisonnement jusqu'à craindre toute augmentation des disponibilités monétaires sous prétexte que tout accroissement de la quantité de la monnaie constitue une catastrophe.

Les créditistes affirment que l'accroissement du pouvoir d'achat indispensable à la prospérité et au bien-être du peuple, qui correspondrait correctement à l'augmentation de la production, ne porterait nullement atteinte à la valeur de la monnaie et entrerait en circulation sans causer d'inflation, en faisant en sorte que l'accroissement du volume monétaire soit égal à celui de la production. Il s'agit là d'une question de technique, d'un problème de calcul. Grâce aux données qui parviennent continuellement au gouvernement, par le truchement de ses divers ministères, il connaît l'augmentation de la production, surtout par l'analyse de l'indice des prix. Un gouvernement créditiste mettrait dans les poches des consommateurs les signes monétaires correspondant à cette augmentation de la production. Ce nouveau pouvoir d'achat pour acheter une nouvelle production, étant distribué directement aux consommateurs sans passer par le système de production et ne faisant donc pas partie des prix, ne causerait aucune inflation.

Quand l'impôt ne suffit plus, c'est la monnaie qui en souffre.

On veut régenter les choses de l'économie, socialiser le bien-être, donner à tous; mais, pour ce faire, il faut prendre à tous. Ce qu'on ne prend pas à l'impôt, on le rogne sur la monnaie. En ces termes, M. Henri-Ernest Blanchenay, banquier, président du comité de direction de la Banque Privée, à Genève, membre du groupe Edmond Rothschild, a fait la genèse de l'euro-dollar et il établissait les répercussions de ce marché sur la couverture de monnaies et leur avilissement progressif. M. Henri-Ernest Blanchenay était le conférencier, le 23 avril 1969...